

13.1 Dette et déficit publics

En 2018, le **déficit public au sens de Maastricht**, qui représente le **besoin de financement** des **administrations publiques (APU)**, s'établit à 59,5 milliards d'euros (Md€). Il atteint 2,5 % du produit intérieur brut (PIB). Il diminue de 0,3 point de PIB par rapport à 2017. Il continue de s'améliorer et se situe sous le seuil de 3 % pour la deuxième année consécutive. Les recettes décélèrent (+ 2,3 % en euros courants, après + 3,8 % en 2017), mais restent plus dynamiques que les dépenses (+ 1,9 %). Pour la quatrième année consécutive, la part des dépenses dans le PIB baisse (- 0,4 point) et s'établit à 56,0 %.

Au total, le déficit public se réduit de 4,1 Md€ par rapport à 2017, sous l'effet d'une hausse de l'excédent des **administrations de sécurité sociale (Asso)**, de 5,3 Md€ et des **administrations publiques locales** de 0,7 Md€, ainsi que d'une amélioration du déficit des **organismes divers d'administration centrale (Odac)** de 1,7 Md€. En 2018, l'excédent des Asso s'établit à 10,6 Md€. Leur situation est ainsi excédentaire pour la deuxième année consécutive, sous l'effet de dépenses maîtrisées et de recettes qui restent dynamiques. À l'inverse, le besoin de financement de l'État se dégrade (- 3,6 Md€).

La **dette publique au sens de Maastricht** s'élève à 2 315,3 Md€ fin 2018, après 2 258,7 Md€ un an plus tôt. Elle atteint 98,4 % du PIB en 2018 comme à la fin de 2017.

La **contribution de l'État à la dette publique** s'établit à 1 842,3 Md€, en hausse

de 73,4 Md€. Celle des Odac augmente légèrement de 0,3 Md€ en 2018 et s'établit à 63,3 Md€. La contribution des administrations publiques locales atteint 205,6 Md€, soit une hausse de 4,4 Md€ par rapport à 2017. Enfin, celle des administrations de sécurité sociale diminue de 21,6 Md€ pour s'établir à 204,0 Md€ fin 2018.

Fin 2018, la **dette nette** des administrations publiques s'élève à 2 109,5 Md€, soit 89,6 % du PIB. Sa progression (+ 56,0 Md€) est légèrement plus faible que celle de la dette brute (+ 56,6 Md€).

À l'échelle européenne, le ratio du déficit public par rapport au PIB s'améliore entre 2017 et 2018, tant dans la zone euro (- 0,5 %, après - 0,9 %) que dans l'Union européenne (UE) (- 0,7 %, après - 1,0 %). Le ratio de la dette publique par rapport au PIB recule également dans les deux zones : 85,9 %, après 87,8 % dans la zone euro et 80,4 %, après 82,1 % dans l'UE. Les pays les moins endettés relativement à leur PIB sont l'Estonie, le Luxembourg et la Bulgarie. À l'inverse, les pays les plus endettés sont la Grèce, l'Italie et le Portugal.

En France, comme dans la plupart des États membres de l'UE, la dette publique est principalement financée par des **titres de créance** (86,1 % en France en 2018). Le recours aux prêts est, en revanche, dominant en Estonie et en Grèce. Le numéraire et les dépôts ne constituent en général qu'une petite partie de la dette, sauf au Portugal (10,8 %), en Irlande (10,5 %) et au Royaume-Uni (10,4 %). ■

Définitions

Dette publique notifiée (ou dette publique au sens de Maastricht) : ne comprend pas l'ensemble des passifs financiers mais uniquement les numéraires et dépôts, les titres autres qu'actions que sont les bons du Trésor, les obligations assimilables du Trésor, les *Euro medium term notes*, ainsi que les emprunts ; en sont exclus les produits dérivés et les autres comptes à payer. Voir la suite de cette définition dans la rubrique « Définitions » en annexe.

Administrations de sécurité sociale, administrations publiques (APU), administrations publiques centrales, administrations publiques locales, capacité ou besoin de financement, contribution à la dette, déficit public au sens de Maastricht, dette publique nette, organismes divers d'administration centrale (Odac), titre de créance, traité de Maastricht : voir rubrique « Définitions » en annexe.

Pour en savoir plus

- « Déficit public de la zone euro à 0,5 % et dans l'UE à 0,7 % du PIB », *communiqué de presse* n° 161, Eurostat, octobre 2019.
- « L'économie française », *Insee Références*, édition 2019.
- « Dette principalement détenue par les non-résidents dans la moitié des États membres de l'UE », *communiqué de presse* n° 102, Eurostat, juin 2019.
- « Les comptes des administrations publiques en 2018 », *Insee Première* n° 1753, mai 2019.

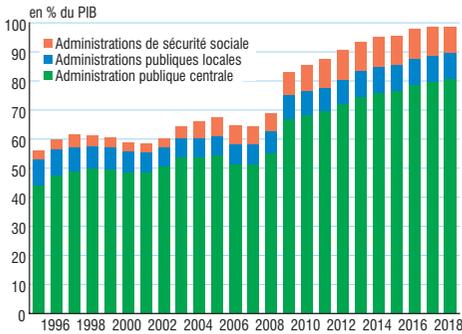
Retrouvez le TEF sur www.insee.fr dans la collection « Insee Références »

Dettes publique notifiée

Au 31 décembre	2012	2013	2014 (r)	2015 (r)	2016 (r)	2017 (r)	2018
Dettes en milliards d'euros							
Total des administrations publiques	1 892,5	1 977,7	2 039,9	2 101,3	2 188,5	2 258,7	2 315,3
Administration publique centrale	1 504,5	1 582,5	1 634,4	1 684,2	1 763,4	1 831,8	1 905,6
État	1 457,9	1 538,1	1 613,6	1 664,4	1 702,9	1 768,9	1 842,3
Odac	46,6	44,4	20,8	19,8	60,5	62,9	63,3
Administrations publiques locales	177,0	183,4	188,8	196,7	200,1	201,2	205,6
Administrations de sécurité sociale	211,0	211,7	216,7	220,3	225,0	225,6	204,0
Dettes en % du PIB							
Total des administrations publiques	90,6	93,4	94,9	95,6	98,0	98,4	98,4
Administration publique centrale	72,0	74,7	76,0	76,6	78,9	79,8	81,0
État	69,8	72,6	75,1	75,7	76,2	77,1	78,3
Odac	2,2	2,1	1,0	0,9	2,7	2,7	2,7
Administrations publiques locales	8,5	8,7	8,8	8,9	9,0	8,8	8,7
Administrations de sécurité sociale	10,1	10,0	10,1	10,0	10,1	9,8	8,7

Champ : dette publique au sens du traité de Maastricht.
Source : Insee, comptes nationaux, base 2014.

Dettes au sens de Maastricht de 1995 à 2018



Note : dette au 31 décembre de chaque année au sens du règlement n° 3605 de la Commission européenne.

Source : Insee, comptes nationaux, base 2014.

Dettes au sens de Maastricht

	2017 (r)	2018
Dettes des administrations publiques¹		
Numéraires et dépôts	38,1	40,8
Titres de créance	1 939,6	1 992,9
Titres à court terme	170,6	147,6
Titres à long terme	1 769,0	1 845,4
Crédits	280,9	281,6
Crédits à court terme	6,7	8,2
Crédits à long terme	274,2	273,4

1. Au sens du traité de Maastricht.

Source : Insee, comptes nationaux, base 2014.

Capacité (+) ou besoin (-) de financement des administrations publiques

	2015	2016 (r)	2017 (r)	2018
État	-73,3	-73,8	-66,1	-69,8
Odac	-2,5	-6,2	-4,4	-2,7
Administrations publiques locales	-0,1	3,0	1,6	2,3
Administrations de sécurité sociale	-3,8	-2,2	5,3	10,6
Déficit public	-79,7	-79,1	-63,6	-59,5

Source : Insee, comptes nationaux, base 2014.

Principaux ratios de finances publiques

	2015	2016 (r)	2017 (r)	2018
Déficit public	-3,6	-3,5	-2,8	-2,5
Dettes publique notifiée ¹	95,6	98,0	98,4	98,4
Dettes publique nette ²	86,4	89,2	89,5	89,6
Recettes publiques	53,2	53,0	53,6	53,5
Dépenses publiques	56,8	56,6	56,4	56,0
Prélèvements obligatoires ³	44,5	44,6	45,2	45,0

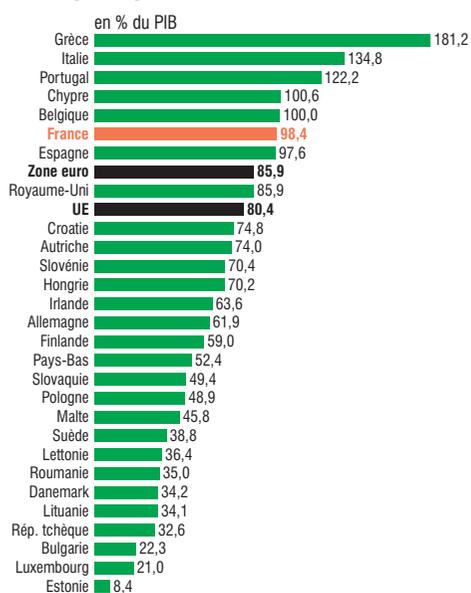
1. Au sens du traité de Maastricht.

2. Dettes publique notifiée diminuée de certains éléments d'actif.

3. Le taux de prélèvements obligatoires est calculé hors crédits d'impôt.

Source : Insee, comptes nationaux, base 2014.

Dettes publique au sein de l'UE en 2018



Note : dette au sens du traité de Maastricht.

Source : Eurostat (extraction du 24 octobre 2019).

Avertissement

Sauf mention contraire, les données nationales se réfèrent à la France métropolitaine et aux cinq départements d'outre-mer (sauf mention contraire Mayotte est inclus dans les données de la France).

Les données chiffrées sont parfois arrondies (selon les règles mathématiques). Le résultat arrondi d'une combinaison de données chiffrées (qui fait intervenir leurs valeurs réelles) peut se trouver légèrement différent de celui que donnerait la combinaison de leurs valeurs arrondies.

Les comparaisons internationales s'appuient en général sur les données issues d'organismes internationaux (Eurostat, ONU, etc.) qui peuvent diverger des sources produites par les instituts nationaux de statistiques, notamment pour l'Insee, pour les données françaises. En effet, ces organismes effectuent souvent des ajustements de champ ou de méthode, d'ampleur souvent réduite, afin de produire des données comparables d'un pays à l'autre.

Sauf précision contraire, les indicateurs relatifs à l'Union européenne (UE) figurant dans cet ouvrage portent sur l'UE à 28.

Signes conventionnels utilisés

///	Absence de résultat due à la nature des choses
...	Donnée non disponible
e	Donnée estimée
n.s.	Donnée non significative
p	Donnée provisoire
r	Donnée révisée par rapport à l'édition précédente
€	Euro
k	Millier
M	Million
Md	Milliard